

L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

**Gel des retraites, bas salaires, précarité... pour nous !
Cadeaux pour les grands patrons et les riches !**

**Assez de la politique
de Hollande et Valls**

***Il faut une
riposte tous
ensemble !***

A lors que la situation sociale se dégrade encore avec une augmentation continue du chômage, le gouvernement ne fait rien pour stopper les licenciements. Bien au contraire, il les a facilités avec l'ANI et via La Poste par exemple continue le démantèlement des services publics. Encore des restructurations et des fermetures qui font face à la grève et la détermination des postiers depuis des mois. Dans tous les secteurs, c'est la répression des travailleurs et syndicalistes qui luttent. La grève des cheminots a montré comment le PS aujourd'hui ne défend plus les travailleurs en les stigmatisant comme la droite. Mais cette grève a été une première étape avec une grève nationale contre la politique du gouvernement

Les attaques du gouvernement c'est pas fini!

Le cinéma autour des députés frondeurs ne laisse pas de doute. Ils votent toutes les attaques. De mêmes que les « écologistes » qui à chaque fois qu'ils font une « proposition », c'est pour nous faire payer des taxes. Le pacte d'austérité c'est encore 50

milliards d'économie qui sera une saignée pour les services publics et donc l'emploi et 30 milliards en moins de cotisation de branche famille que nous devons payer par nos impôts. Le pire est à venir avec le traité du marché transatlantique qui est négocié en coulisse avec les Etats Unis pour casser l'ensemble des législations sociales.

La tactique du « dialogue » social en échec

Le gouvernement essaye de faire passer ses attaques comme légitimes en faisant signer des syndicats minoritaires et le patronat, et en refusant les revendications des salariés. Ce que l'on voit c'est qu'une nouvelle fois Valls cède devant Gattaz en reportant le compte pénibilité pour la retraite et le temps de travail à 24h minimum pour les temps partiels. Le compte pénibilité avait permis à la CFDT partenaire privilégié du PS de justifier sa signature de l'ANI et autre. Face à sa base mécontente elle a parlé de rupture du dialogue mais pas longtemps. D'ailleurs elles iront quand même à la conférence sociale alors qu'il n'y a rien à en attendre... Et le Medef aura gain de cause, le choix du gouvernement sera vite fait.

Mais ce gouvernement n'est pas très solide et tous craignent une explosion sociale. Il faut une riposte tous ensemble des travailleurs, des jeunes, des chômeurs, des

retraités... L'enjeu de la rentrée sera d'instaurer le rapport de force nécessaire pour stopper la politique d'Hollande-Valls et dépasser les freins bureaucratiques au sommet de certains syndicats.

L'été sera sûrement encore marqué par les scandales autour de l'UMP, de Sarkozy et la possibilité de son retour à la rentrée. Mais gardons à l'esprit l'affaire Cahuzac et les revenus des ministres "socialistes". Ces deux partis défendent les capitalistes et sont financés par eux. Le retour de Sarkozy est simplement un des plans de secours au cas où ça ne marche plus avec Hollande. Mais l'UMP peine à se faire entendre car elle n'aurait pas fait mieux et c'est donc la bataille des chefs qui domine. Malheureusement, le collectif 12 avril qui promettait une alternative à gauche ne donne pas grand chose même s'il proposerait peut être une manifestation à l'automne. La récente déclaration commune CGT/PCF fait le constat d'un nécessaire rapport de force mais ne propose encore rien.

Ce qu'il manque aujourd'hui c'est une voix indépendante des travailleurs pour se faire entendre, une force qui nous permette de s'organiser pour lutter pour nos revendications et contre le capitalisme. La Gauche révolutionnaire lutte pour cela rejoins-nous !

Les intermittents du spectacle luttent au-delà du décret

Une partie des soirées et des festivals est en passe d'être annulée cet été. Ce n'est pas la responsabilité des intermittents mais bien celle du Medef, du gouvernement et des syndicats qui ont signé le décret. Les intermittents continuent leur grève et ils ont raison.

C'est par des votes que les intermittents décident de se mettre en grève, c'est un choix collectif. Faire grève en plein été pourrait pourtant avoir de lourdes conséquences pour eux, car ils risquent de perdre leur statut, et par conséquent leurs droits d'intermittent du spectacle. L'intermittence compense le travail non payé. Par exemple: le montage, le démontage des techniciens, les répétitions des artistes.

D'après le décret, à partir du 1er juillet, leurs salaires et leurs indemnités chômage vont baisser d'au moins 50 € par mois (à cause de l'augmentation des cotisations sociales). Un délai de plus d'un mois, sans aucune indemnisation chômage, leur sera désormais infligé bien qu'ils aient acquis leur quota d'heures de travail. Cela équivaut en moyenne à 1500 € de moins par an.

Si le régime accuse un déficit important c'est à cause du recours massif à l'intermittence des patrons de l'audiovisuel qui a progressé ces dernières années pour qu'une partie des salaires des employés soient payés par l'assurance chômage !

Retrait de la nouvelle convention Unedic! Face à l'augmentation du chômage et de la précarisation du travail nous devons mener une lutte d'ensemble. Nous avons tous droit à un travail qui permette de vivre !

Mat J



Des intermittents du festival de Bar-le-Duc repeignant le local du PS le renommant MEDEF

Précarité et répression des syndicalistes, La Poste s'acharne

La Poste continue à supprimer des emplois par milliers (4500 pour l'année 2013) tout en usant et abusant des différents dispositifs existant de contrats « aidés » pour embaucher temporairement et quasiment sans frais. C'est contre la suppression de plusieurs emplois et notamment celui d'une précaire que La Poste refuse de titulariser, espérant certainement « embaucher » une autre personne avec les mêmes avantages, que la grève s'est déclenchée à Rueil-Malmaison et s'est étendue à plusieurs bureaux du 92 : Gennevilliers, Courbevoie...

La Poste s'est acharnée sur les grévistes et les syndicalistes. La « Justice » et la police sont venues à son aide : convocation des grévistes plusieurs fois devant la Sûreté Territoriale avec Garde à Vue de 10h en mai pour 3 d'entre eux, Gaël, Mohamed et Brahim. La dernière en date, le 2 juillet montrait le ridicule de l'acharnement : 15 cars de CRS pour « protéger » le commissariat, et des vigiles qui avaient soi-disant porté plainte mais qui ne sont pas venus...

La Poste et l'Etat utilisent de tels moyens pour éliminer les foyers de contestation et de résistance contre le démantèlement de ce qui reste du service public postal. C'est sans compter sur la détermination

des grévistes qui ont non seulement multiplié les interventions et prises de parole dans tout le 92 mais également dans d'autres départements. C'est le scénario cauchemardesque pour La Poste, qui jusqu'à maintenant bénéficiait du fait que les directions nationales des syndicats de postiers n'organisaient pas la bataille contre les réorganisations à l'échelle de tout le pays. Alors que le 4 juillet, les postiers qui ont lancé la grève en sont à leur 157ème jour, des grèves longues continuent : Ajaccio depuis le 21 mai, Paris 15ème et dans le 91. Rien que pour la Corse, si les plans de la direction passent, c'est près de 200 emplois qui seront supprimés. Des grèves ont éclaté à Aubin-Decazeville, à Aubigny (Cher), etc.

Les syndicalistes SUD-PTT du 92 proposent d'organiser une première coordination des bureaux en grève avec les militants SUD et CGT des bureaux en lutte avec de prochaines actions communes.

La Poste commence à subir des reculs : le licenciement de Gaël a été refusé par l'inspection du travail, la réorganisation sera reportée à la fin 2015 à Gennevilliers...

L'acharnement de La Poste laisse planer des



menaces sur certains postiers de Paris 15ème (deux licenciements en cours) et contre deux autres de Gennevilliers. Le soutien est plus que nécessaire d'autant qu'ailleurs, les dirigeants de La Poste suivent la ligne générale : à Fécamp un postier et syndicaliste a été mis à pied 3 mois pour... « insultes et refus d'obéissance » !

Contre les suppressions d'emploi et les restructurations, contre les sanctions et la répression, soutenez les postiers en lutte !

A. R.

Les travailleurs n'ont rien à attendre du FN !

Le FN a fait un score élevé aux dernières élections, mais une large majorité des travailleurs a préféré s'abstenir. Le FN récolte une partie des fruits de la colère sur fond de scandale à l'UMP et de rejet de la politique du PS au pouvoir. Il s'est surtout attiré des voix en prenant position sur les questions sociales et contre l'Union Européenne.

Et ce tournant social est de la pure démagogie. Avec la nouvelle stratégie de Marine Le Pen, leurs candidats jouent le jeu de la respectabilité électorale plutôt que la provocation car au final ne sont que des carriéristes comme les autres. Leurs élus sont des politiciens professionnels, cumulant plusieurs mandats et sont d'ailleurs de la même origine sociale favorisée (avocats, énarques...) que ceux du PS et de l'UMP.

Le FN essaye de faire croire qu'il défend les travailleurs. Mais à Hayange, le maire FN entend interdire les distributions de tracts des syndicats de personnel de la municipalité. Un autre exemple est sur la grève à la SNCF, où le FN annonçait qu'il soutenait la grève. Le FN se prétend même désormais pour un service public lui qui il y a quelques années encore était pour la privatisation du Rail. Là encore, le FN a attaqué les syndicats... soutenir une grève sans soutenir ceux qui la font, la démagogie et le positionnement purement tactique pour recruter chez les fonctionnaires et en envisageant les prochaines élections n'a plus de limites.

D'ailleurs, si le FN met en cause les syndicats, c'est parce qu'il reste complètement hostile aux forces qui organisent les travailleurs et leur apporte les moyens d'agir collectivement. D'ailleurs, ses propositions sur les salaires ne sont pas éloignées de celles du Medef, du PS ou de l'UMP. Ainsi ils sont pour augmenter les salaires en diminuant les cotisations salariales à la Sécu, ce qui revient de fait à faire payer aux travailleurs des pseudo augmentations de salaire sans toucher aux profits des capitalistes et en continuant le cassage de la Sécu. Le FN fait du populisme, en gardant sur le fond un programme et une activité d'un parti de droite...

Des polémiques qui restent utiles

Le caractère toujours raciste reste au cœur du FN et en a repoussé plus d'un y compris parmi leurs propres candidats aux municipales. Ce parti est toujours dirigé par la famille des Le Pen. Le Pen père n'a jamais caché son projet politique et ses liens avec des groupes fascistes. Il a fait sa fortune de multi-millionnaire en héritant du cimentier Lambert : richesses qui ont été créées par le travail de milliers d'immigrés dans le bâtiment. Les dernières déclarations de Jean-Marie Le Pen sur le virus Ebola en Afrique pour régler la question de l'immigration ou de Marine Le Pen sur la suppression de la double nationalité après le soutien à l'équipe de foot d'Algérie par des supporters montre

encore leur fond raciste. Cette dernière polémique étant la plus ridicule : soutenir l'équipe de France de Football deviendrait un critère pour avoir la nationalité d'un pays ? Marine a critiqué son père sur la communication mais pas sur le fond, il s'agit de ne pas perdre le noyau dur de l'électorat tout en essayant de continuer à récupérer les fruits de la colère d'une grande partie de la population face aux conséquences désastreuses des politiques anti-sociales des différents gouvernements

Enfin, si les Le Pen critiquent la « finance » c'est évidemment sans préciser qu'eux mêmes sont rentiers et vivent de dividendes d'actions et autres opérations financières. A tel point que la Cour des Comptes vient d'ouvrir une enquête sur l'enrichissement d'environ 1 million d'euros de Jean Marie Le Pen entre 2004 et 2009.

D'autre part chaque fois qu'ils ont eu des élus, il y a eu des scandales financiers dans les mairies (finances parallèles, hausse de tarifs comme l'eau, non entretien de la voirie ou des cantines etc.) exactement comme d'autres politiciens. La différence, c'est qu'ils n'ont pas encore accès au magot mais la tendance est la même.

Et récemment, la mesure phare proposée par un maire FN était de rendre payant la cantine scolaire pour les enfants de chômeurs. Les premiers maires qui avaient tenté de mettre cela en place il y a une vingtaine d'années étaient à l'aile droite du RPR, l'ancêtre de l'UMP...

Les débats du Front de Gauche «et autre» vont-ils déboucher sur une alternative à gauche du PS ?

Par Alex Rouillard

À la tête du Front de gauche le score du FN est perçu comme une catastrophe et la faute en serait à Hollande qui coulerait la « gauche » avec sa politique. Du coup, les débats se sont multipliés depuis quelques semaines ainsi que les tractations et discussions dans les coulisses. Dès qu'il s'agit de discuter, il y a beaucoup d'agitation. Mais le soucis, et non des moindres, c'est que cela peine à déboucher sur des éléments concrets tant en terme d'action que d'organisation.

Aux élections européennes, les listes à gauche du PS et d'Europe Écologie les Verts ont réuni 10% des votes exprimés : Front de Gauche, Nouvelle Donne, Lutte Ouvrière et NPA. Il ne s'agit pas d'additionner des programmes qui sont différents sur certains points importants. Mais les électeurs qui ont voté pour ces listes ont eux en commun leur rejet de la politique de Hollande et des politiques d'austérité, ce qui est une base commune pour agir ensemble, sans parler évidemment des millions d'abstentionnistes qui partagent les mêmes aspirations.

Le Front de Gauche prendra-t-il une initiative ?

À l'extrême gauche, Lutte ouvrière se refuse à

débattre de tout pas politique concret, se refusant, de fait, à peser sur les débats publics. Le NPA a gâché la possibilité d'un parti construit avec la base et sur une ligne résolument anticapitaliste. La direction du NPA n'a pas seulement créé une situation où désormais ce parti n'ira que de crises paralysantes en déchirements, elle a également démoralisé une couche plus large et repoussé la possibilité d'un nouveau parti des travailleurs et de la jeunesse à une perspective malheureusement pour le moment assez lointaine. Quant à la crédibilité du NPA à faire un nouveau parti, elle prête désormais à sourire, voire plus.

Avec 6,5% (et en repensant aux 11,1% de Mélenchon à la présidentielle de 2012), le FdG est la force qui aujourd'hui a le plus d'audience, mais pour en faire quoi ? Des trois principales composantes du FdG, deux ont la même idée, exprimée de manière différente. Autant Mélenchon et le PG, que le PCF, sont tournés vers les députés grognons du PS et les «écologistes». Le PCF parle même d'une «nouvelle majorité à gauche». Et ça parle d'élargir le Front de gauche en Front du Peuple sans rien de précis. Probablement plus large quant au nom, mais identique quant au fonctionnement : le consensus ou l'affrontement au sein du comité national avec comme seuls décideurs les dirigeants du PCF, du PG et accessoirement des autres composantes.

Mélenchon depuis des mois plaide pour une orientation vis à vis d'EELV mais achoppe évidemment sur une dure réalité : EELV est partie prenante

de la majorité gouvernementale et n'entend pas entrer en opposition. Quant à la 3ème composante importante du FdG, désormais appelée «Ensemble» et regroupant divers courants (dont la Gauche Anticapitaliste issue du NPÄ), elle a permis aux membres isolés du FdG de rejoindre une structure qui était plus ouverte et qui essaie de poser la solution en terme d'orientation politique et non de solution technique. C'est à dire qu'Ensemble propose que la «nouvelle majorité» à gauche se fasse autant sur des propositions que sur un mode d'organisation du FdG. Dans la réalité, Ensemble, bien qu'ayant une approche plus souple, reste focalisé sur les scores électoraux comme critère fondamental, et participe de la même cuisine du FdG, souvent très éloignée des besoins de la classe ouvrière et de la jeunesse. Le dernier appel en date (qui se multiplient eux aussi), «Gauche : ne plus tarder», est lancé par des dirigeants du PCF, du PG, d'Ensemble, d'EELV...

Improbable «majorité» ou agir dès maintenant avec une large couche active dans la lutte des classes ?

On peut s'étonner de tout ce temps passé en discussions et rencontres pour n'aboutir à rien pour le moment. S'il s'agissait de confronter des idées et des programmes très différents sur le fond cela pourrait se comprendre mais ce n'est pas le cas. Tout autant Mélenchon que le PCF cherchent

d'improbables ruptures des députés socialistes «grognons» ou d'EELV d'avec la majorité gouvernementale. Non seulement ceux-ci n'iront pas à la rupture et encore moins sur une base remettant en cause le capitalisme, mais ils le disent eux-mêmes, ils ne seront pas dans l'opposition à Hollande mais dans la «contre proposition», ce qui ne changera rien au fond de sa politique.

Ce qu'il manque, c'est que les travailleurs et la majorité de la population aient un parti à eux, qui soit la voix de leur colère mais aussi le cadre dans lequel ils pourraient s'organiser, défendre des revendications communes contre les politiques d'austérité et contre le capitalisme et sa loi du profit. C'est un tel outil de résistance à une échelle de masse qui fait défaut. La discussion au sein du FdG ne prendra un sens que si elle se fixe comme objectif de construire une véritable force politique pour stopper la politique d'Hollande-Valls dès maintenant. Si les discussions continuent de tourner en rond et autour de formules creuses, si elles continuent de n'être en grande parties tournées que vers la cuisine politicienne de «gauche», alors une large partie des travailleurs, des jeunes, des syndicalistes, de tous ceux qui luttent, ne s'y retrouvera pas. Le danger alors est réel, non pas que la «gauche» disparaisse, mais que l'expression de la colère contre le capitalisme ne trouve pas un outil pour s'organiser massivement.

Pas question de continuer comme cela plus longtemps !

Par Leïla Messaoudi

Les grèves ont marqué le mois de juin et les scandales politico-financiers de Sarkozy ou les sorties pro-patronales des ministres sont omniprésentes. La pseudo conférence sociale au sommet avec le patronat et les directions syndicales, comme les deux précédentes, est juste là pour imposer de nouvelles casses de nos acquis et enfoncer l'idée que devons nous serrer d'avantage la ceinture.

Conférence sociale, partager les efforts pour dépasser la crise... personne n'y croit plus ! Tout cela va rester en travers de la gorge de nombreux travailleurs et jeunes, et la colère déjà très forte va encore s'accroître.

Des grèves ont éclaté dans de nombreux secteurs du public comme du privé en mai et juin dernier : cheminots, intermittents, contrôleurs aériens, les marins de la SNCM et même avocats, ont été les plus médiatisées de ces mouvements. Et de nombreuses entreprises du privé ont été touchées par des journées de grève. Les patrons et le gouvernement craignent que la colère généralisée trouve le chemin de son expression par la lutte

dans l'unité. Alors ils mettent tout en œuvre pour discréditer les luttes et avec l'idée qu'il est nécessaire de résister à leur rouleau compresseur. Mais le ras-le-bol est très fort. Il y a des luttes longues qui se déroulent comme celles des postiers du 92 en grève depuis plus de 150 jours, ceux et celles d'Ajaccio et certaines grèves victorieuses de la déchetterie à Senerval près de Strasbourg, des salariés de l'Hôpital de Bagatelle à Bordeaux, ceux de Buffalo Grill... Toutes ces luttes montrent la disponibilité des travailleurs pour entrer dans la bataille.

Passons à la vitesse supérieure !

La grève des cheminots a marqué un certain tournant. Par sa durée longue, par la volonté parmi les cheminots de ne pas lâcher, elle a indiqué le niveau de luttes qui serait nécessaire face à l'ampleur de la vague d'austérité. Même si les cheminots n'ont pas fait reculer Hollande et Valls, tout le monde a compris que pour gagner la lutte doit être déterminée, unie et efficace. D'une autre manière, par leur place dans la société, par la persévérance des plus mobilisés, le mouvement des intermittents souligne la profondeur et la gravité de la situation. C'est dans ce même état d'esprit que de

nombreuses sections syndicales – notamment parmi la CGT- ont exprimé leur désaccord face à la participation de leur confédération à la conférence du gouvernement en juillet et leur volonté d'organiser une riposte, surtout sans revendications-clés conditionnant leur présence.

C'est tout à fait juste car beaucoup en ont marre de la faiblesse et de la fébrilité des organisations syndicales face au gouvernement et au patronat. Et plus encore, tout le monde aimerait faire enfin une démonstration de force des travailleurs et de la jeunesse.

Contre les plans de licenciements, les coupes dans les services publics, les bas salaires, les retraites gelées, le chômage de masse notamment parmi la jeunesse, la précarité qui s'accroît, la lutte doit être massive et impliquer le maximum de per-

sonnes. Elle doit s'en prendre aux profits des capitalistes et pour cela, il faut tout stopper en même temps tous ensemble, les camions, les transports, les usines, les services publics ; tout doit s'arrêter...

Les directions des syndicats doivent appeler à une première grande journée de grève, tous secteurs confondus, dès la rentrée. Le gouvernement et le MEDEF ont leur propre agenda, à nous d'avoir un plan d'action pour s'y opposer. Une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles des travailleurs, des jeunes, des sans-emploi et des retraités serait un premier pas vers un mouvement généralisé pour refuser de payer leur crise. C'est tout cela que nous voulons mettre à la discussion cet été et en septembre avec le maximum de personnes.

Il nous faut un mouvement de grève décisif contre Hollande et Gattaz !

Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?

Par Yann Venier

Il y a 100 ans les Etats bourgeois d'Europe, après des années de conflits larvés autour des colonies, déclenchaient la plus grande bouche-rie que l'humanité avait connue : la 1ère guerre inter-impérialiste mondiale.

Ils furent peu nombreux à s'y opposer. La plupart des dirigeants socialistes des pays belligérants de la Deuxième Internationale, mais aussi des syndicalistes, qui en paroles depuis des années s'étaient opposés à l'escalade militariste, sombrèrent de la manière la plus servile dans l'Union sacrée avec leur bourgeoisie belliciste.

Jean Jaurès, l'un des leaders du socialisme en France, s'opposa jusqu'au dernier moment au carnage qui se préparait. On ne lui laissa pas le temps de continuer son combat contre la guerre, puisqu'il fut assassiné le 31 juillet 1914, par un obscur étudiant nationaliste. Le lendemain, le gouvernement français décréta la mobilisation générale. (et leader socialiste?)

Jaurès le socialiste réformiste

Jaurès arrive au socialisme. Issu de la petite-bourgeoisie du Tarn, il entre en politique à 25 ans en 1885, après des études brillantes en philosophie, comme député républicain du centre-droit (« opportuniste ») avec des préoccupations sociales. C'est la grande grève des mineurs de Carmaux en 1892, pour la défense d'un des leurs élu maire socialiste de cette ville et immédiatement licencié, qui va le faire basculer vers le socialisme.

Jaurès pense que la socialisation des moyens de production peut advenir dans le cadre de la République bourgeoise au moyen de réformes sociales. Pour les réformistes, les socialistes doivent acquérir le pouvoir politique dans le cadre institutionnel du capitalisme afin de réformer la société capitaliste et la transformer en société socialiste petit à petit, morceau par morceau.

C'est dans ce cadre que Jaurès défendra l'entrée d'Alexandre Millerand (un autre socialiste

réformiste et indépendant) dans le gouvernement du centre de Waldeck-Rousseau à la suite de l'effervescence né de l'affaire Dreyfus en 1899. Il prendra logiquement la défense de ce qu'on appellera le « ministérialisme » (l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois) et l'activité pourtant inconsistante de Millerand. Cependant, après l'expérience Millerand, 1er socialiste dans un gouvernement bourgeois, il rompit avec cette orientation de bloc des gauches (alliance de courants socialistes et de la bourgeoisie « radicale et progressiste »).

Par son intelligence et grâce à son éloquence, Jaurès deviendra rapidement le leader du réformisme socialiste en France. Il s'opposera d'un point de vue théorique aux « marxistes orthodoxes » tel Jules Guesde. Mais en pratique, l'activité quotidienne militante des deux courants sera de plus en plus similaire.

Jaurès le pacifiste

Le capitalisme à la fin du XIXème entre dans une nouvelle phase de son histoire : l'impérialisme. Lénine le définira ainsi dans son livre « Impérialisme : stade suprême du capitalisme ». Cette phase de pourrissement et d'accentuation des contradictions du système mène les Etats capitalistes à mener une politique coloniale systématique mais aussi à s'affronter pour défendre les intérêts de leur bourgeoisie.

Pour les socialistes marxistes ou réformistes (comme pour tous les internationalistes), il n'y avait pas d'intérêts communs à défendre entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Les socialistes au niveau international, de toute obéissance, ont très vite entrevu les risques d'une déflagration mondiale et les débats autour des moyens à mettre en œuvre pour empêcher une guerre interimpérialiste. « L'école française » mettait en avant la grève générale comme arme du pacifisme ouvrier pour empêcher les guerres. Jaurès en fut le plus ardent défenseur. Il ne changera pas d'un iota sur la question jusqu'à son assassinat. Cependant, ses écrits, en particulier son livre « L'armée nouvelle », publié en 1911, s'inscriront dans une perspective patriotique partagée largement à l'époque et qui participeront

à désarmer les travailleurs au moment crucial.

Pour Jaurès, comme pour d'autres avant lui, il fallait faire la distinction entre guerre offensive et guerre défensive : la première était à combattre au moyen de la grève générale afin de faire pression sur son gouvernement belliciste pour qu'il trouve grâce aux institutions supranationales du capitalisme une voie de conciliation avec le pays qu'il envisageait d'attaquer. La seconde permettait l'union du prolétariat avec sa propre bourgeoisie afin de lutter contre l'envahisseur.

Ce que Jaurès défendait, c'était l'idée du « peuple en armes » organisé en milices sur tout le territoire à l'opposé d'une armée en casernes coupée de la population, et contre l'allongement du service militaire à 3 ans. Une référence directe à la Révolution Française mais ramenée à l'idée chère aux classes dominantes de « défense nationale ».

Cette vision des choses de Jaurès était certainement induite par sa défense inconditionnelle de la République française et de ses acquis en termes de démocratie bourgeoise et de possibilités d'avancer vers le socialisme face à l'ensemble des autres pays d'Europe, tous encore sous un régime monarchique qu'il honnissait. Autrement dit, le patriotisme de Jaurès se confond avec la défense de la République.

Jaurès, le tribun du peuple

Quoi qu'il en soit, il fut le plus grand tribun que la classe ouvrière française ait connu. Un homme politique d'une force et d'une intelligence incomparable pour saisir les évolutions, emprunt de générosité et d'humanisme. Ses discours et ses écrits resteront parmi les plus beaux de la littérature politique.

Il apporta un élément central de l'activité socialiste à partir du moment où il s'engagea dans la défense de Dreyfus : la compréhension qu'aucune question ne devait rester étrangère au mouvement socialiste et à la classe ouvrière, à l'heure où les représentants « orthodoxes » du marxisme en France se confinaient dans un abstentionnisme stérile justifié par le fait que cette question aurait été une affaire interne à la bourgeoisie.

Comme tout le monde, Jaurès était le fruit de son époque. Après la Commune, le prolétariat français ne se posa jamais concrètement la question de la prise révolutionnaire du pouvoir. Jaurès ne le fit pas non plus. Si les idées et les pratiques qu'il défendit (ministérialisme, patriotisme) participèrent à la faillite de la IIème Internationale, son réformisme était sincère, même si son exaltation le mena parfois à une extrême mauvaise foi. Son réformisme est à replacer dans la défense de la révolution française et de ses acquis. Pour lui, le socialisme devait être la continuation de la grande révolution. Le socialisme en était l'achèvement. Il parachèverait et consoliderait la République.

Venu du radicalisme bourgeois, Jaurès était devenu un socialiste réformiste qui évoluait sur la gauche. Un morceau de plomb arrêta cette évolution. Avec toutes ses limites, Jaurès reste immense comparé aux dirigeants du Front de Gauche d'aujourd'hui, lui qui disait clairement : « Le communisme doit être l'idée directrice et visible de tout le mouvement ». En cela, on est loin de ce qui peut être défendu à gauche du parti socialiste, de Mélenchon au PCF, dont l'idée « directrice » et « visible » reste le flou permanent vis à vis du PS et des Verts.



Jean Jaurès, accroché à un drapeau rouge, faisant un discours lors d'un meeting au Pré-Saint-Gervais le 25 mai 1913

VERSEZ AU FONDS DE SOUTIEN

DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

ET DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Je soutiens en versant

euros en chèque (à l'ordre de VJE)

Je soutiens en versant

euros par virement

compte bancaire VJE BRED

n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :

email :



Un monde en lutte !

Irak : le chaos semé par les impérialistes s'aggrave

Par Virginie Prégny

Plus de 10 ans après l'opération «shock and awe» (choc et effroi), la situation n'a jamais été aussi grave pour les Irakiens. Les commentateurs bourgeois font mine de découvrir l'éclatement et la division du pays, alors que celle-ci a commencé à cause de la guerre impérialiste et ceci dès 2003.

C'est sur une opération de mensonges sur des supposées armes de destruction massive que la guerre contre l'Irak commence. L'ironie dramatique est que ce sont les impérialistes eux-mêmes qui avaient armé et financé le dictateur Saddam Hussein. Ce sont eux aussi qui ont nourri les tensions entre sunnites, chiïtes et Kurdes principalement. Le régime de Saddam Hussein a mis la minorité sunnite au pouvoir. Après l'invasion de l'Irak, le chiïte Nouri Al Maliki a été mis à la tête d'un gouvernement multi-confessionnel, alors que les USA se donnaient comme priorité de former une armée irakienne (la colonne vertébrale de tout État!), plus importante à leurs yeux que de remettre sur pieds services publics et les logements qu'ils ont détruits!

L'hypocrisie est à son comble ces derniers mois, car les impérialistes et les médias à leur solde oublient souvent de mentionner que Daesh (acronyme en arabe signifiant «l'État islamique en Irak et au Levant», devenu juste État Islamique) trouve ses racines dans la résistance des sunnites suite à l'invasion donc dès 2003. Poussés par la violence et la pauvreté grandissante, les masses sunnites ont graduellement apporté leur soutien à divers groupes luttant pour le djihad. Ces milices ont été financées et armées par la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, avec l'approbation des USA, qui voyaient là un moyen d'affaiblir le pouvoir de Assad en Syrie et créer un futur ennemi pour l'Iran.

La guerre civile n'est pas un risque, c'est une réalité qui s'est renforcée depuis le départ des troupes américaines. Les impérialistes réfléchissent à divers plans d'intervention, mais avec le sac de nœuds qu'ils ont créé la moindre intervention peut enflammer toute la région. De l'autre côté la coalition de Daesh repose sur un équilibre très instable, qui lui aussi pourrait enflammer la région à n'importe quel moment, tant les intérêts en jeu sont des enjeux de contrôle, de pouvoir et d'argent. Il est difficile de savoir comment les événements

vont se développer, mais le fait que les impérialistes envisagent une alliance tactique avec l'Iran (majoritairement chiïte) ne laisse rien présager de bon, et confirme que leurs intérêts économiques et stratégiques passent avant tout.

La colère des masses irakiennes est plus que justifiée (quelques que soient les confessions) et il revient d'abord aux Irakiens eux-mêmes de décider de leur avenir. Mais ni l'enfermement dans une guerre fratricide ni le djihad ne sont une solution. L'Irak avait une gauche forte avant qu'elle soit décimée par la CIA. Les impérialistes feront tout ce qu'ils peuvent pour empêcher la renaissance des idées socialistes dans la région, car c'est bien là que se trouve la solution. Les masses sunnites, chiïtes, kurdes ont bien plus en commun entre eux qu'avec n'importe quel suppôt de l'impérialisme, ou Emir ou Ayatollah qui vit dans le luxe.

La leçon la plus importante à tirer de cette tragédie est que les travailleurs et pauvres ont besoin de leur propre parti indépendant qui défende leurs intérêts. Un tel parti pourrait nationaliser l'industrie pétrolière sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs, et poser les bases d'une société socialiste où chacun pourra vivre dignement et s'exprimer librement.

Interview d'un militant étudiant de Boston

Brian est un jeune étudiant en littérature et philosophie à Boston, aux États-Unis. Nous avons profité de son séjour en France pour lui poser quelques questions sur la situation des étudiants aux États-Unis.

Rachel Mahé : Les États-Unis sont réputés pour avoir un accès aux études supérieures très sélectif et particulièrement onéreux. Qu'en est-il réellement? La question financière est-elle un frein pour beaucoup d'étudiants potentiels ?

Brian : Les prix de l'université aux États-Unis ne sont pas comparables à ceux pratiqués en Europe. Les étudiants s'endettent souvent de 100000 \$ ou plus en espérant pouvoir rembourser leur crédit après l'université. La plupart des universités privées renommées demande plus de 50000 \$ par an. Les jeunes issus de la classe ouvrière sont coincés avec des dettes à long terme et sont généralement moins susceptibles de recevoir des bourses pour l'université car ils viennent souvent d'établissements scolaires moins performants. Même s'il y a une illusion d'égalité, la réalité reste un système stratifié de privilèges, au sein même des universités.

RM : Dans ton université, le sentiment anticapitaliste est-il présent ? Les étudiants s'impliquent-ils en politique ou dans les luttes ?

Brian : Il y a un rejet massif des politiques capitalistes mais sans réelle conscience de ce qu'elles sont, du contexte dans lequel elles ont lieu et surtout comment les combattre. Nous avons très peu d'exemples effectifs de solidarité avec les travailleurs.

L'année dernière par exemple, la compagnie privée North Adams Regional qui possédait l'hôpital régional a décidé de le fermer, et toute la communauté du campus était révoltée. Cette fermeture allait coûter 600 emplois à notre petite ville et reporter le service d'urgence le plus proche à 30 minutes de là. Mais la logique aveugle du capital ne prend pas cela en compte et se fiche de causer du tort à une communauté déjà pauvre en services et en emplois. Pourtant, des 1500 étudiants du campus, seuls 6 d'entre nous se sont ralliés aux syndicalistes et aux habitants pour sauver l'hôpital. Cela illustre à quel point les étudiants dans mon université n'ont aucune idée de comment lutter.

Les étudiants et la classe des travailleurs aux US sont aujourd'hui prêts à entendre ce qu'est le socialisme s'il n'est pas dilué et s'il vient d'une organisation qui cherche réellement à défendre leurs intérêts. Socialist Alternative (section sœur de la Gauche Révolutionnaire) est une organisation sans chef, entièrement construite et portée par ses membres. Les étudiants n'ont aucune expérience de telles organisations. Si nous avons le courage de leur dire qu'il n'y a aucun compromis possible avec le capitalisme, nous pouvons les convaincre de se tourner vers le socialisme et de se battre pour cette alternative.

Cécile

Afrique du Sud Après la victoire des mineurs de platine, 220 000 métallos en grève pour de vrais salaires

La situation politique et sociale en Afrique du Sud est de plus en plus polarisée. Les grèves dans les secteurs industriels et les services publics s'enchaînent et la victoire de la grève des mineurs de platine fin juin a ouvert de nouvelles perspectives avec un approfondissement des tensions entre les classes déjà très élevées dans un des pays les plus inégalitaires au monde.

Ce n'est qu'au terme de cinq longs mois de grève que les mineurs ont obtenu satisfaction sur leurs revendications salariales. Ce qui se jouait dans ce conflit, comme pour les autres, c'est le droit pour les travailleurs à un salaire qui permette de vivre ! Les travailleurs revendiquent un salaire minimum de 12500 rands (850 euros). Alors que les profits sont énormes justement parce que les patrons paient des salaires de misère (les grandes entreprises de l'aciérie comme Arcelor Mittal ont fait huit milliards de dollars de bénéfices et ont augmenté leurs profits de 23% en 2013), les patrons, main dans la main avec l'ANC et les directions de syndicats traîtres comme le NUM, ont fait des campagnes massives de propagande contre la grève, disant qu'elle «ruine l'éco-

nomie» et qu'ils ne pouvaient pas se permettre d'augmenter les salaires!

Grâce à la détermination des mineurs et à la victoire de la grève, cela a permis non seulement de contrer les mensonges du patronat mais cela a énormément renforcé la confiance des travailleurs dans leurs propres forces et leur capacité à gagner de réelles avancées. Une semaine après la fin de la grève des mineurs, ce sont 220000 métallos qui sont entrés en lutte à leur tour pour demander 15% d'augmentation pour tout le secteur. Des marches organisées le 1er juillet ont rassemblé plus de 100000 personnes.

Ces grèves, ainsi que la confiance renouvelée des travailleurs en eux-mêmes, a déchaîné la furie des capitalistes. Pour en finir avec les salaires de misère et le chômage, il est nécessaire que l'emprise des patrons sur l'économie soit brisée. Il est plus que temps que les syndicats appellent à une grève générale autour de la revendication des 12500 rands avec un appel clair à s'organiser pour la nationalisation des principaux secteurs de l'économie



Manifestation des métallos, Durban, le 6 juillet (Khaya Ngwenya/City Press)

Nigeria : en finir avec la misère pour mettre un terme à la barbarie

L'insurrection de Boko Haram et l'enlèvement des 200 lycéennes en avril, qui a déclenché une tempête d'indignation et de soutien sur les réseaux sociaux à travers le monde avec le #BringBackOurGirls, sont parmi les expressions les plus horribles de la situation politique et sociale au Nigeria. Cela fait maintenant plus de deux mois que les filles ont été enlevées, avec aucune idée concrète sur la manière dont les sauver, et l'élite dirigeante n'a rien à proposer d'autre que de dépenser encore plus de milliards pour renforcer l'état d'urgence dans le nord-est du pays.

Mais comme le montre le chaos au Moyen-Orient, jamais les efforts déployés pour «supprimer» par la force une idée ou un mouvement poli-

tique ou religieux n'ont amélioré quelconque situation. Depuis le durcissement de l'état d'urgence, non seulement Boko Haram a intensifié ses campagnes ultra-violentes, mais l'armée commet également de plus en plus d'atrocités.

L'oppression, la pauvreté abyssale et la corruption démesurée des capitalistes au Nigeria, alors que le pays regorge de ressources naturelles et humaines, ont créé les conditions pourries sur lesquelles des groupes réactionnaires et sectaires comme Boko Haram se développent.

Il est vital que les jeunes, les travailleurs et les pauvres s'organisent et luttent collectivement. À travers un appel à la mobilisation de masse et une

grève générale, le mouvement ouvrier démontrerait qu'il est capable de combattre la pauvreté et le chômage. Il n'y a aucune armée ou groupe terroriste qui soit plus fort que la classe ouvrière organisée et mobilisée en masse.

Le contrôle de l'élite dirigeante sur la société doit être brisé, et les principaux secteurs de l'économie et des ressources naturelles placés sous le contrôle et la propriété commune des Nigériens pour garantir que les immenses ressources du pays soient utilisées pour satisfaire les besoins économiques et sociaux de tous, et pas seulement ceux d'une minuscule communauté de millionnaires.